



Inégalités – Etat de solidarité en Europe

Forum européen Paris 09/05/2015

L'Europe, après les 2 guerres mondiales démarrait comme un projet de paix. Dans un discours, en 1946, Winston Churchill parlait des « Etats-Unis d'Europe », de la liberté, et des valeurs et de l'obligation des peuples de les défendre quand il serait nécessaire de le faire. Il soulignait également la responsabilité de la France et de l'Allemagne d'être à la tête de ces efforts de paix et la nécessité d'y intégrer tous les états même les plus petits. Ce projet de paix a été un succès.

Mais la société européenne, avec l'admission de nouveaux états membres d'une part, avec la crise économique d'autre part, est de moins en moins homogène. Les inégalités entre le Nord et le Sud, l'Ouest et l'Est, en fait entre régions riches et pauvres, augmentent sans cesse ce qui ne manque pas de provoquer des discussions entre Etats voisins. La crise des réfugiés a exacerbé les tensions déjà existantes, a ranimé les nationalismes latents, et a amené au refus de certains Etats à contribuer à l'effort collectif et même, par la suite, à la remise en cause des accords de Schengen. L'afflux actuel des migrants fragilise encore les relations entre les différents Etats constitutifs de l'Union.

Actuellement bien plus que par le passé, les décisions politiques même majeures sont prises en fonction d'intérêts financiers des grandes corporations multinationales et des institutions financières défendues par des armées de lobbyistes. L'Europe politique n'existe plus ou si peu. Le règne de l'argent et de la corruption a pris le pas sur les idéaux européens sous-tendus par des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. L'argent se concentre entre les mains de quelques décideurs ce qui entraîne une exacerbation des inégalités. L'afflux actuel des migrants fragilise encore

La société européenne ne peut continuer à fonctionner ainsi. C'est la crise économique de 2008 qui nous a démontré la faiblesse de l'Union européenne et la difficulté d'y établir des structures viables pour apporter de l'aide aux plus démunis en agissant de concert. La gouvernance européenne, exercée par des technocrates, a perdu le contact avec les citoyens d'autant plus aisément que l'Europe peut être comparée à une nation « mixte » caractérisée par différentes cultures, différentes croyances, ce qui a comme corollaire une moindre résistance au pouvoir de l'argent. Les contraintes économiques sont devenues toutes puissantes, et provoquent ainsi un oubli des idéaux qui ont présidé à la création européenne.

Quelle structure faudrait-il privilégier pour remédier à cela et augmenter notre capacité de réaction devant les drames de plus en plus nombreux auxquels nous sommes confrontés ? Privatiser le secteur public, comme beaucoup le préconisent, n'est pas la solution miracle.

Un nouveau système social, accessible à tous, doit être élaboré. Les besoins suivants doivent être assurés pour tous, sans exception : une éducation de qualité, la sauvegarde de la santé des populations par des programmes de prévention, de dépistage et de suivi des différentes pathologies, des infrastructures performantes, l'accès à l'eau et le partage des autres ressources naturelles, mais aussi la défense devant d'éventuelles agressions extérieures.

Pour ce faire, la recherche scientifique, notamment dans le secteur médical, doit être favorisée. Le développement des techniques permettant un développement durable et équitable est essentiel. C'est tout à fait possible, en nous appuyant sur les nombreux talents qui existent dans nos sociétés. Nous devons utiliser toutes nos connaissances pour étudier, classer nos besoins en fonction de leur impact sur notre qualité de vie et construire les structures indispensables à leur prise en charge.

Un gouvernement fort et efficace, dont les membres seraient payés au prorata de leurs réalisations doit être mis sur pied pour atteindre ces objectifs. Pour financer ces projets, l'Union européenne devrait percevoir ou récupérer une partie des taxes prélevées par les Etats et les distribuer en appliquant une clé de répartition à définir entre le public et le privé.

La lutte contre la spéculation financière est essentielle. L'instauration d'une taxe sur cette spéculation comparable à la taxe Tobin doit être mise à l'agenda.

Faire connaître à tous les buts d'une Union européenne revenue à ses fondements, engagée dans la solidarité entre tous ses habitants et non dans la recherche d'un profit rapide serait salutaire.

Souvenons-nous de ce train de l'Europe qui parcourut nos pays entre 1950 et 1953 et une nouvelle fois en 2006 : il s'agissait de 7 wagons bleu argenté qui contenaient l'exposition du plan Marshall. L'Europe gagnerait à mettre sur pied un nouveau plan « Marshall » porteur de solidarité.

Toutes ces mesures feraient prendre conscience aux citoyens qu'une Europe solidaire n'est pas une Utopie, qu'elle peut être réalisée en assurant ainsi à ses citoyens une vie plus prospère par le respect de la coopération entre les peuples et par le développement d'une économie sociale basée sur la coopération transnationale des peuples et poursuivant des idéaux de paix et de liberté.

*